

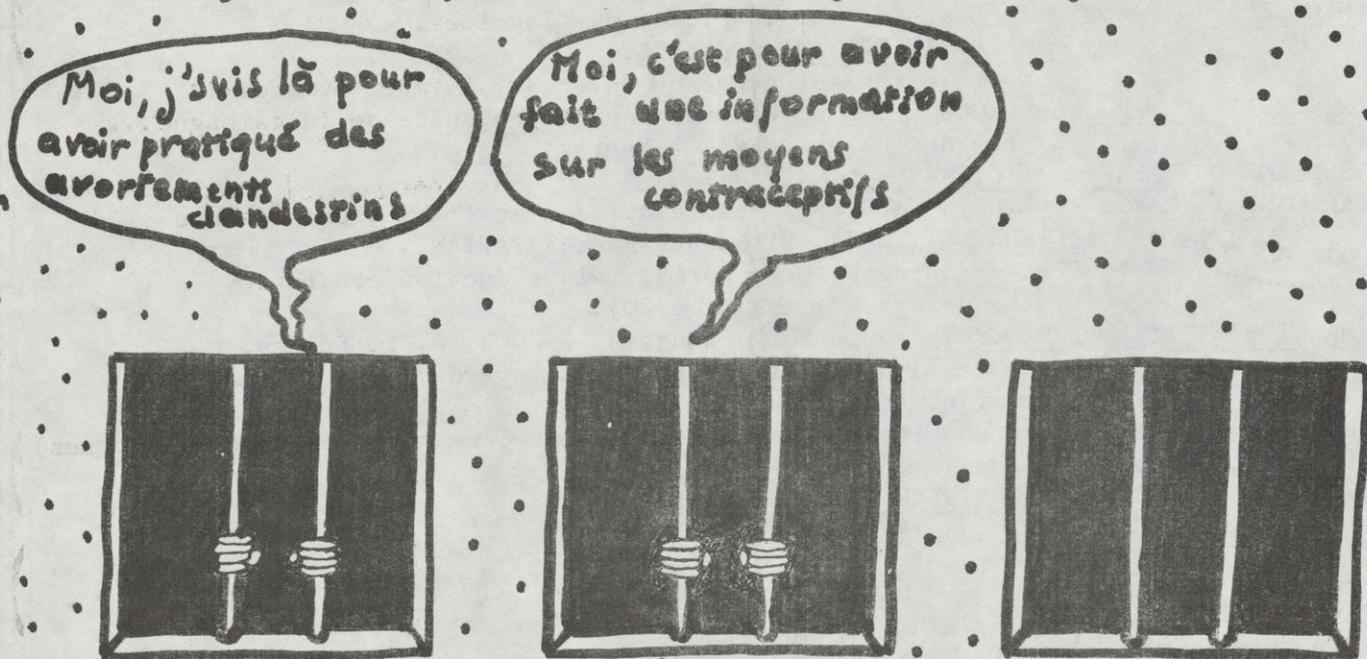
QUEST apl information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

1000 personnes demandent à être inculpées d'excitation de mineurs à la débâche...

Voir p. 4-5-6



TOUS A LA MANIF MERCREDI

131

8 MARS

ABONNEMENT
12 NUMEROS
15,00 fr.

1,50F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

AU MENU, CETTE SEMAINE :

- PAGE 2 et 3: FOUGERES... capitale du chômage...
- PAGE 4 |
- 5 |
- 6: soutien aux deux inculpés d'exitation à la ... ETC...
- PAGE 7
- 8: SUICIDE à la caserne de Fontenay-le-Comte...
- PAGE 8: Matraquage des insoumis au Palais de Justice de Rennes...
- PAGE 9: à propos du meeting Partis-Syndicats...
- PAGE 10 |
- 11 |
- 12: Chronique du Haut-Bocage...
- PAGE 13
- 14: Luttes Ouvrières: Chantelle, Olympia, Saulnier-Duval, ETC...
- PAGE 15: La FUSILLADE de MONTREDON, dans l'Hérault...
- PAGE 16: suite de la FUSILLADE... (communiqué Paysans-Travailleurs)...
- PAGE 16 |
- 17: "'Les légumes sont CHERS'" ...
- PAGE 17
- 18: UFAC, les éleveurs obtiennent gain de cause...
- PAGE 19: NON, à la quête...
- PAGE 20: rétrospective TAVIANI...
- PAGE 21: "'ROUGE'", le quotidien...
- PAGE 22: 1ER MAI, Fête de l'ERDRE...

DE QUOI S'OCCUPER ...

- MERCREDI 10 MARS: à 14 heures, Jour du Procès des Inculpés,
GRANDE MANIFESTATION de RUE,
Rassemblement au Marché de Talensac, ... venez nombreux!!
- MERCREDI 10 MARS: au CSOC, à 20H30; réunion pour la poursuite de la campagne...
57 rue des Hauts- Pavés à Nantes.
- SEMAINE DU MERCREDI 10 MARS
- AU MARDI 16 MARS: le Cinéma KATORZA 3, en relation avec l'ANRC, propose une
à 20h30 RETROSPECTIVE des films des Frères TAVIANI.
Prix des places; prix normal mais réduction étudiante.
(suite des programmes page 20).
- MARDI 9 MARS: la BAMBOCHE, groupe folk français, à 20 h 30, 10 francs,
au Foyer des Jeunes Travailleurs, boulevard Vincent Gache,
Cité Beaulieu à Nantes.
- Un club de spectateurs au Cinéma Bonne-Garde à Saint-Sébastien (en face St-Jacques)
Le premier programme sur le thème:
LES RELATIONS INTER-PERSONNELLES:
- Du VENDREDI 12 au DIMANCHE 14 MARS à 20H45:
FAMILY-LIFE.
- Du SAMEDI 13 au DIMANCHE 14 MARS, toujours à 20H45:
L'HORLOGER DE SAINT-PAUL.
- VENDREDI 12 et SAMEDI 13 MARS:
Poursuite de l'opération "'LES LÉGUMES SONT CHERS'".
- SAMEDI 13 et DIMANCHE 14 MARS:
CPO (Centre Protestant de l'Ouest)
79370 CELLES SUR BELLE. Tel: (49)26-80-44.
Thème: "'Médecine et Travail'".
- SAMEDI 20 MARS: Maison des Jeunes de PONTCHATEAU, boulevard de Quéral, 44160.
organise un film-débat;
"'GARDAREM LO LARZAC'".
Le débat portera sur les PROBLEMES RURAUX.
(encore une initiative à encourager!).
(voir la suite des programmes à la page 20).

FOUGÈRES :

Capitale de la Chaussure,
Capitale du Chômage,

REHAULT FERME : LES "RÉO" occupent ...

Rehault est une fabrique de chaussures à Fougères, ville qui en 1945 comptait 9 000 "chaussonniers" et n'en compte plus aujourd'hui que 3 000. Par la suite de la "crise" dans la chaussure et de la "crise internationale" qui a ici bon dos, aggravé par la concurrence du Cuir Italien, qui coûte 2 fois moins cher que le Cuir français, vue l'exploitation forcenée des travailleurs italiens, la situation dans la chaussure s'est encore aggravée ces derniers temps à Fougères. Il faut dire que l'UDR Cointat, maire de Fougères n'a rien fait pour arranger les choses. Son projet est de faire de la ville une station touristique. Il a déjà fait adopter le projet d'une "salle polyvalente, véritable gouffre à fric, qui coûtera 1 milliard 500 millions de francs avec déplacement de la gare au "marché aux bestiaux : 3 milliards et dont les proportions sont totalement démesurées par rapport à la ville (27 000 habitants). Faut dire que la chaussure et le chômage, Cointat s'en fout.

Mais pas les ouvriers de chez Rehault, réputée comme étant la boîte "dure" de la ville. Ils l'ont montré un samedi, en allant interrompre une réunion du conseil municipal. Cointat est sorti sous la protection des flics.

Le 10 février, les ouvriers de Rehault, les "Réos" comme ils s'appellent eux-mêmes, reçoivent leur lettre de licenciement. La réponse ne se fait pas attendre. Ils occupent l'usine, pavoisée avec le drapeau rouge et le drapeau breton. "Le drapeau rouge, qui représente la classe ouvrière, et le drapeau breton qui signifie qu'à nouveau une entreprise est liquidée et ce n'est pas un hasard, c'est une entreprise bretonne" affirme le "Combat Rehaults n° 1 du 20 février, feuille CGT-CFDT de Rehault en lutte.

La lutte des "RÉO" :

La lutte des Réo est significative sur plusieurs points. Tous d'abord par la combativité des ouvriers et des ouvrières. Certains d'entre eux disent qu'ils sont partis pour un an. Combativité des manifestations, blocage des routes, cortèges de plusieurs dizaines de voitures bloquant la route de Rennes (manifestation qui allaient soutenir les représentants syndicaux de la chaussure à une table ronde sur l'emploi organisée par le préfet d'Ille et Vilaine). Significative par l'organisation de la lutte ; diverses commissions :

- commissions intérieures chargées d'organiser l'occupation de l'usine, les tours de gardes
- commission collection, chargée de préparer la collection de chaussures de 76-77
- commission popularisation
- commission animation qui prépare les différents galas de solidarité dont le premier a eu lieu le vendredi 5 mars.

Significative aussi par l'existence d'un comité de lutte, composé de membres élus par les travailleurs et qui travaille en étroite collaboration avec les syndicats, véritable structuration par secteurs dans l'entreprise.

Cette organisation est renforcée par la tenue d'assemblées générales tous les 2 jours, qui fixent les tâches de la semaine et l'orientation de la lutte.

Significative aussi cette lutte des "Réos" qui pose le problème de l'unité populaire face aux plans de la bourgeoisie. En effet si Rehault ferme et avec cette usine, Morel et Gaté (270 licenciements depuis le 2 mars) c'est toute la ville de Fougères qui va mourir et qui est sacrifiée par les pouvoirs publics. Et les commerçants le ressentent et le disaient clairement lorsque les ouvriers de chez Rehault sont passés chez eux pour récupérer des lots pour les tombolas qui seront organisées dans l'usine lors de fêtes populaires (journées d'animation) organisées tous les dimanches. Très rares

③ BRETONS.

furent les commerçants qui ne donnèrent rien. Pour concrétiser cette unité face au pouvoir, le vendredi 19 mars il est question de faire de Fougères une ville morte". C'est le projet de l'U.L. C.F.D.T. Le problème qui reste cependant est celui de maintenir l'unité face au pouvoir. Car dans la région F.O. et la C.F.T.C. gardent une certaine importance et font tout actuellement pour briser le front syndical fougérais. c'est après deux heures de débats que l'U.L. C.F.D.T. a réussi à imposer ses vues lors de la dernière inter-syndicale du 2 mars à la salle du Beffroi.

FIN DE NON-RECEVOIR DE LA PART DU POUVOIR...

Face à celà, le pouvoir ne répond que par des promesses fumeuses. Pour les employés de Morel et Gaté(270 licenciés)il propose 35 postes pour six mois et pour Réhault (650 employés) il propose un simple reclassement de 230 employés.

Et encore tout celà n'est que des promesses. Une autre réponse est celle de la répression brutale. (Le 30 septembre, au cours d'une manifestation de 4000 travailleurs et travailleuses, Christine M., 17 ans, chômeuse, perdra un oeil des suite d'un affrontement avec les "forces de l'ordre".)

La dernière diversion que Cointat a trouvée, c'est la création d'un comité de défense de l'économie fougéraise(avec qui????). "Rien ne sert de crier il faut agir à temps" a-t-il affirmé.

Les travailleurs de Fougères montrent aujourd'hui qu'ils ne se laissent pas prendre au piège de Cointat et Cie et des trahisons de la C.F.T.C. et de F.O.. Ils savent qu'il leur faut construire l'unité face au patronat et au pouvoir(contre tout démentèlement et restructuration). Un contact est pris avec les Paysans-Travailleurs.

Leur lutte est exemplaire, ils ont besoin de notre soutien.

Alors, un de ces dimanches, passez donc à Fougères faire un tour chez Réhault, pour prendre contact avec les travailleurs de chez Réhault :

Correspondant APL
avec l'accord de la commission
extérieure des travailleurs de
chez Réhault.

PONT-CHATEAU :

COMMUNIQUE:

Le samedi matin 28 Février, 50 à 60 habitants de Pont-Chateau ont intercepté le maire, Mr Yves Mesnier(candidat aux prochaines élections cantonales...) pour lui dire leur mécontentement de voir s'élever une tour de H.L.M. de 22 appartements au milieu de 3 immeubles déjà existants.

Sous la pression, le Maire a accepté d'interrompre les travaux pendant quinze jours...Dans quinze jours les élections seront passées, on en reparlera à tête reposée !!!

"OUEST-INFORMATION" développera cette information dans son prochain numéro

-Correspondance A P L .-

REPRESSION CONTRE LES CENTRES SOCIAUX !!

Les motifs d'inculpation sont déjà connus (cf APL n° 126, 127). Mais derrière cette inculpation que se passe-t-il ?

Les travailleurs sociaux et les mouvements d'éducation populaire (particulièrement Maison de jeunes, M.J.C. etc...) sont en butte à l'heure actuelle à de nombreux conflits :

- à MARSEILLE, LICENCIEMENT D'UN ENSEIGNANT dans une école d'éducateurs,
 - à LYON, LICENCIEMENT de QUATRE EDUCATEURS de prévention,
 - à FOUGERES, LICENCIEMENT D'UN PSYCHOTHERAPEUTE dans un CM (consultation-médico-pédagogique),
 - à PARIS non agrément de la M.J. de la Porte de Vanves, et de ce fait, LICENCIEMENT de son DIRECTEUR.
- Ici et là (Le Vigan, Châlon/Marne, Rennes, Nantes...) conflits entre les conseils d'administration et le personnel des associations de prévention, fermeture de M.J.C. dans la région parisienne (Boulogne, Courbevoie) ; Rappelons nous à Nantes le conflit à l'Office des Centres Sociaux.

Les usagers des services sociaux eux-mêmes sont en butte à la répression lorsqu'ils tentent de se révolter contre leurs conditions de vie :

- à Paris, les femmes hébergées au Foyer Pauline Roland ont dû faire face à la police et à ses chiens.
- A Flers, les jeunes s'étaient aussi révoltés contre leur foyer-bagne.

POURQUOI LES CONFLITS SE MULTIPLIENT-ILS DANS LE SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL ET LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL ?

Les travailleurs sociaux, y compris ceux qui sont en formation et qui se voient sélectionnés très durement sur des critères sociaux (argent, culture) comprennent de plus en plus la fonction qu'on veut leur faire jouer. Celle, comme le dit une assistante sociale, de "faire prendre aux gens leur mal en patience". Celle de faire passer les valeurs de la société où nous vivons "production-consommation-ordre".

Or, la réalité quotidienne dans le travail, c'est la misère économique, psychologique, sexuelle, culturelle.

Les travailleurs sociaux DOIVENT, c'est leur mandat, s'attaquer aux effets et non aux causes, à la misère et non à ce qui la produit. La conscience de plus en plus grande d'être les bouche-trous du système, le ciment social appliqué sur les plus exploités, se développe chez eux.

Devant cette situation, deux attitudes peuvent être développées :

- 1'une consiste à ne considérer que les effets apparents, délinquance et par un "assistance" ponctuelle et dispersée, tenter d'effacer les manifestations les plus spectaculaires de la misère. Tous les travailleurs sociaux savent bien l'inanité de cette "politique de l'autruche" qui conduit à recommencer toujours les mêmes choses sans que se dégage jamais aucun espoir d'amélioration de la situation des personnes concernées. Cette attitude hypocrite se cache souvent derrière un discours "humanitaire" qui ne fait qu'entretenir la confusion.

- Une autre pratique du travail social est possible, qui consiste à prendre en compte la réalité dans son ensemble et d'aider les gens à prendre en charge eux-mêmes leurs difficultés ; une telle pratique ne masque pas les problèmes, au contraire, elle met en évidence les incohérences et les contradictions qui les font naître. Ceci bien sûr ne peut que gêner les tenants du "désordre établi" qui préfèrent se fermer les yeux plutôt que d'aider les personnes en difficultés à affronter la réalité.

.../...

Les conflits naissent inévitablement et d'autres solutions sont envisagées par le gouvernement qui tente de remplacer les travailleurs sociaux, là où ils posent problèmes, par des bénévoles ou par le quadrillage policier (opérations coup de poing de Mr Poniatowski, îlotiers, policiers-animateurs).

Ainsi, à NANTES, l'affaire des inculpés n'est-elle pas montée en épingle par les travailleurs sociaux, mais par ceux qui veulent juger quelqu'un pour avoir donné une information sexuelle à des jeunes adolescents en difficulté.

Les faits dérisoires qui donnent lieu aux inculpations ne sont pas des faits "révolutionnaires", ce sont des faits quotidiens qui sont autorisés par la loi (loi sur la contraception 1974). Cependant, les lois sont entre elles contradictoires et elles gardent un aspect ambigu qui permet de faire passer n'importe quoi sous prétexte, par exemple, de protection des mineurs.

Qui protège les mineurs : celui qui les aide à éviter d'avoir des enfants à 15 ans (l'éducateur) ou celui qui conseille de faire comme si les relations sexuelles entre les jeunes n'existaient pas, en évacuant du même coup leurs conséquences (le juge des enfants) ?

La protection, est-ce que c'est d'abord la répression et ensuite l'hypocrisie ? Ne doit-on pas regarder la réalité en face ?

La loi française comme bien d'autres ne reconnaît les relations sexuelles qu'à partir de 16 ans. Est-ce suffisant pour dire qu'elles n'existent pas avant ?

L'affaire de Marmande, les inculpations des militantes du M.L.A.C. à Aix montrent bien le décalage entre la loi et la réalité, et les insuffisances de la loi Veil, sur l'avortement.

Par ailleurs, sur le choix de la sexualité comme thème d'inculpation, là aussi il y aurait beaucoup de choses à dire.

Chaque personne, parent ou non, se sent concernée pour lui-même et pour ses enfants par les problèmes de la sexualité.

L'exploitation de ce sujet par une certaine presse qui sait en tirer profit, est la conséquence de la mauvaise information des gens et du tabou qui entrave les véritables débats.

Ainsi les gens ne peuvent-ils pas se poser les vraies questions qui sont : "Avons-nous une véritable liberté sur notre propre corps ? Quel genre de rapport avons-nous et pouvons nous avoir avec le corps des autres ?"

Choisir le thème de la sexualité pour inculper des travailleurs sociaux c'est espérer le scandale, c'est vouloir les mettre sur un "terrain glissant".

Les travailleurs sociaux et les personnes solidaires des deux inculpés envoient chaque jour des dizaines de demandes d'inculpation individuelles, des motions de soutien, des pétitions signées par des services sociaux dans leur totalité ; des comités de soutien se créent tous les jours dans de nombreuses villes (Paris, Rennes, St-Malo, Brest, Quimper, Caen, Strasbourg, Lyon, Dijon, Angers, Bordeaux, etc...).

LE 10 MARS, jour du procès...

... Une manifestation aura lieu à partir de 14 H, avec la participation de tous les comités de soutien pour EXIGER la relaxe pure et simple des DEUX INCULPES, et DÉNONCER l'hypocrisie de la politique de l'autruche (rassemblement à 13 H 30 au MARCHÉ DE TALENSAC.)

COMMUNIQUÉ :

Les enseignants de la sous-section S.N.I. de REZE réunis en assemblée générale, informés de l'inculpation de deux éducateurs des Dervallières pour excitation de mineurs à la débauche ne sauraient accepter que le souci d'informer les jeunes de leurs responsabilités sexuelles puisse conduire à des sanctions pénales ou professionnelles et exigent la levée de toutes les inculpations.

P.S. Copies transmises à la Section départementale du S.N.I. et au Procureur de la République.

COMPTE-RENDU D'UN MEETING...

600 personnes ont participé au meeting de soutien aux inculpés "d'excitation de mineurs à la débauche", vendredi 5 au sillon de Bretagne. Michel FIELD, l'auteur de "Jeunesse et Révolution" est intervenu sur le thème de la sexualité et de la répression qui s'exerce sur elle. Dénonçant les institutions sociales répressives de la sexualité et de celles des jeunes en particulier (famille, école, armée...). Ce meeting a été l'occasion pour de nombreuses organisations politiques et syndicales d'expliquer leur position sur le travail social et la répression sexuelle. En particulier, de nombreux groupes de femmes sont intervenus.

MANIFESTATION de RUE MERCREDI 10 MARS 1976 LE JOUR DU PROCÈS

Rassemblement au marché de TALENSAC à 14 heures.

→ UNE PÉTITION...

- Des tracts du Comité de soutien ont été distribués par profs et élèves dans de nombreux lycées ; des éducateurs ont été invités dans les classes.

- Mardi 2 mars :

. Débrayage de 2 H au lycée des BOURDONNIÈRES à l'appel du Comité d'action unitaire du lycée et du C.E.T.

. La douzaine d'enseignants réunis la veille n'estimait pas utile de faire grève, mais après chantage de l'administration, les 4 profs présents le mardi se joignent au mouvement des élèves.

. Participation de 150 à 200 élèves aux débats sur la sexualité des jeunes, la répression ordinaire et le rôle d'un éducateur (beaucoup de jeunes sont eux-mêmes moniteurs de centres aérés et de colonies de vacances et se sentent concernés aussi à ce titre).

. Sont en cours de signature, au niveau des profs la pétition et la demande d'inculpation.

Corr. A.P.L.

APRÈS UNE AG... du CAULC...

Le CAULC (Comité d'action unitaire lycéens, Collégiens) des Bourdonnières avait invité un membre du comité de soutien pour le mardi 2 mars, ce que l'administration avait refusé.

Nous avons alors appelé à une A.G. par affiches enlevées ou déchirées par le proviseur. A cette A.G. 200 personnes ont décidé de débrayer de 10 H à 12 H. Des groupes de discussion se sont créés spontanément sur le rôle de l'éducateur, la répression au lycée, etc...

Quelques profs venus à l'A.G. ont participé à notre action vu le chantage du censeur (n'étant pas encore en cours après la sonnerie, il leur a dit "vous n'êtes pas en cours donc vous êtes grévistes...").

Le Comité des Bourdonnières.

QUI DÉMORALISE LA JEUNESSE ?

FONTENAY-LE-COMTE

QUI A TUÉ RÉGIS JANKOWSKY ?

Décidément le juge Gallut s'entête : par tous les moyens, il veut prouver que les soldats, les syndicalistes et les militants qui exigent des droits démocratiques à l'armée sont à l'origine d'un vaste complot de démoralisation de la jeunesse dans les casernes.

En vain, les dossiers des 53 inculpés restent vides. Leur seul crime, c'est d'avoir soutenu les légitimes revendications des soldats que sont le droit d'expression et d'association. Il s'agit pour le pouvoir de réprimer un délit d'opinion ; les perquisitions et les interrogatoires se poursuivent.

Le 15 février, à Paris, nous étions 20 000 à scander, "Nous sommes tous des inculpés !" Des organisations de gauche prévoient la tenue de meeting de solidarité et de protestation.

Mais en fait, qui doit être accusé d'un complot visant à démoraliser systématiquement la jeunesse ?

UN CONTRAT ALLÉCHANT

Il y a maintenant cinq mois, quelques lignes laconiques annonçaient dans la presse régionale la mort de Régis Jankowsky appartenant à la section des moniteurs techniques de la caserne de Fontenay-le-Comte.

Juste quelques lignes pour apprendre qu'un soldat venait de se suicider en se jetant du 3e étage de l'hôpital militaire de Rennes.

Un simple fait divers diront certains !

SUREMENT PAS ! Il est temps que la vérité éclate !

La propagande militaire brille dans l'art des offres alléchantes. Qu'on en juge : elle propose à certains jeunes de devenir moniteur technique. Le contrat est de deux ans. Plutôt que de connaître l'ennui des casernes, la perspective de apprendre un métier à des jeunes d'outre mer, de les former, semble enthousiasmante.

Comme tant d'autres, Régis Jankowsky l'avait cru et avait signé ce contrat.

... QUI N'EST QU'UN COMLOT PENSONGER....

Mais la vérité est toute autre : tâches répressives à l'égard des jeunes d'Outre(mer, gardes interminables, collaboration en Guyane avec la légion étrangère pour tracer des routes au coupe-coupe...

Voilà l'envers de la médaille du contrat.

Voilà ce que peu à peu apprend R. Jankowsky en stage de formation à Fontenay-le-Comte.

... QUI DÉMORALISE ET CONDUIT AU SUICIDE .

Régis décide de résilier son contrat. La réponse de la hiérarchie militaire est nette : refus absolu.

Les tranquillisants prescrits par l'infirmerie ne suffisent pas à calmer son angoisse. Il est poussé au suicide et avale massivement de fortes doses de somnifères.

Transporté d'urgence à l'hôpital de Rennes, il sera sauvé. Et pourtant, à peine rétable, il prend la décision d'en finir une nouvelle fois et se jette du troisième étage de sa chambre.

IL S'AGIT CETTE FOIS D'UN DOSSIER ACCABLANT !
QU'ATTEND LE JUGE GALLUT POUR POURSUIVRE LE COMMANDEMENT
DE LA CASERNE DE FONTENAY-LE-COMTE QUI A REFUSE DE

000/000

RESILIER LE CONTRAT DE REGIS JANKOWXKY ?

QU'ATTEND LE SERVICE REGIONAL DE LA POLICE JUDICIAIRE
D'ANGERS POUR PERQUISITIONNER LES LOCAUX ADMINISTRATIFS
DU CENTRE DE FORMATION DES MONITEURS TECHNIQUES ?

Elle ne manquerait pas d'y trouver la preuve manifeste d'un complot systématique visant à démoraliser la jeunesse.

COMITE DEPARTEMENTAL DE VENDEE POUR LA LIBERATION
DES SOLDATS ET MILITANTS EMPRISONNES

soutenu par : CDA-CRAM, GMRV, EE, LCR, OCR, PSU, PT.

Tract diffusé le 28 février dans les villes suivantes : La Roche/Yon, Fontenay-le-Comte, St Gilles, Chantonnay, Luçon, La Rochelle, Niort, Thouars, Poitiers, Cognac, Rennes, Nantes, Angoulême.

COMMUNIQUÉ

Le Congrès départemental du SNETP-CGT réuni le 26 février 1976 à Chateaubriant exige : la libération des militants emprisonnés, l'arrêt des poursuites contre les soldats et les syndicalistes, la dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat, le droit d'organisation pour les soldats.

Télégramme envoyé par le congrès au Ministère de la justice.

RENNES - INSOUMIS - MATRAQUES

Le procès de Christophe Mabit, Jean-Pierre André et Philippe Péneau vient d'avoir lieu. On a pu constater que le milieu paysan et ouvrier n'était peu ou pas représenté. On peut donc se poser des questions sur les motivations des paysans, des ouvriers et des étudiants par rapport à la répression qui sévit.

Pourquoi n'y avait-il que très peu de gens aujourd'hui à Rennes alors que pour le meeting de la gauche demandant la libération des militants CFDT, il y avait beaucoup de personnes.

Le "Solidarité" a fait cruellement défaut aujourd'hui devant les matraques des flics (3 blessés à l'intérieur du tribunal)

4 lecteurs de l'APL

... LE PROCÈS

Trois insoumis devant les T.P.F.A. (Tribunal permanent des forces armées)

Une centaine de militants du G.I.T. (groupe insoumission totale) se sont réunis devant le palais de justice; au tribunal les entrées sont filtrées (trente pas plus) .

Les trois nantais se présentaient libres. Ils ont d'abord refusé de pénétrer dans la salle afin de protester contre la publicité très restreinte de l'audience; leurs avocats Quimbert et Chaput sont parvenus à les convaincre de comparaître.

Les trois insoumis avaient été arrêtés à la suite d'un jeune au Temple protestant (nov. 75) dans des conditions on ne peut plus suspectes: pas de titre de perquisition; la fédération protestante a porté plainte.

Christophe Mabit s'est expliqué de son insoumission devant le tribunal : "J'ai décidé de lutter avec mes moyens, je ne veux pas participer à une armée qui a pour but la répression de l'ennemi intérieur. Je suis moi-même un ennemi intérieur!" Au sujet de la justice militaire : "Il ne faut pas avoir trop le temps de réfléchir pour appeler ça une justice!" Pour que son action dépasse l'action individuelle il fait partie de "Insoumission Collective Internationale" (9 pays). Il y a eu une remise de 14 livrets militaires à un des juges qui les a jetés par terre.

Les deux autres prévenus ont refusé de s'expliquer pour ne pas être mêlés à la justice bourgeoise. C'est alors que les militants présents ont entonné un air anti-militariste. Ce qui a automatiquement provoqué l'évacuation de la salle

.../...

ceci avec une sauvage répression: 2militants finiront à l'hopital. (Compte-rendu plus détaillé la semaine prochaine)

⑨ ARMÉE

MEETING PARTI-SYNDICATS : UN ÉVÈNEMENT : ANS IMPORTANCE OU UNE ERREUR D'APPRECIATION POLITIQUE DE L'A.P.L.?

L'A.P.L. n'a consacré au meeting Parti-Syndicats sur les "libertés" du 26.02, qu'un bref et dédaigneux entrefilet. C'est dommage et cela pose un problème :

L'A.P.L., et c'est là son aspect positif, parle de ce dont la presse "ordinaire" ne parle pas : les luttes telles qu'elles se vivent, la répression quotidienne les problèmes, les problèmes dits "marginiaux" trop souvent étouffés.

Mais cela ne doit pas dispenser le journal de faire une place aux évènements politiques qui concernent les travailleurs combattifs, même si ses évènements ne sont pas à l'initiative de la base ou de l'extrême-gauche.

Or, ce meeting a mobilisé 5 000 travailleurs, la majorité des militants syndicaux, c'est-à-dire un fait suffisamment rare pour qu'on s'y attache. De plus, ce meeting n'a pas été entièrement négatif comme vous le laissez supposer. Car si ces 5 000 militants, en majorité C.F.D.T. (venus parfois d'assez loin : des délégations parmi les plus bruyantes et les plus colorées venaient du Maine et Loire, de la Sarthe...) sont effectivement venus pour applaudir Edmond Maire et réaliser une opération publicitaire pour la C.F.D.T., il s'est avéré que ce n'était pas sur n'importe quels mots d'ordre.

"Libérez nos camarades" et "Soldats sous l'uniforme, tu reste un travailleur", ont été les deux seuls repris pendant tout le meeting. Et quand l'orateur de la C.G.T. se fait chahuter par la grande majorité de la salle quand il attaque les "gauchistes", quand l'orateur du P.S.U. est plus applaudi par 5000 personnes que celui de la C.G.T. ou celui du P.C., alors qu'il explique la nécessité de soutenir les comités de soldats et critique l'opportunisme de la gauche sur la question de l'anti-militarisme, quand Charles Hernu, bien connu pour ses positions militaristes réactionnaires, se sent obligé de recourir à la plus basse démagogie ("vive les luttes des Bretons") pour se concilier la salle, on peut dire: bien sûr, cela n'est pas le coup d'envoi d'une grande campagne qui permettra la libération de tous les emprisonnés, et la reconnaissance des droits politiques aux appelés.

Bien sûr, on a pas débattu de façon concrète des problèmes des bidasses, de la propagande à faire, etc...

Bien sûr, leur opportunisme a permis à certains de tirer sans trop de mal leur épingle du jeu. On n'était pas entre militants anti-militaristes connaisseurs comme l'autre jour au meeting: on était même beaucoup plus nombreux que cela.

Le bilan positif de ce meeting, c'est:

- qu'on n'y a pas parlé de la pluie et du beau-temps, comme le voulaient au départ la C.G.T. et le P.C., mais qu'on y a parlé essentiellement de l'Armée
- que de nombreux militants C.F.D.T., qui craignaient de se trouver isolés et mal compris, hésitaient à engager sérieusement la propagande sur les thèses anti-militaristes, se sont sentis réconfortés et peut-être même mobilisés par ce meeting.

En somme, des raisons d'être optimiste et de croire qu'il est possible d'associer un grand nombre de militants d'entreprises à un travail d'agitation sur l'armée, à condition de commencer par s'adresser à eux.

Un militant C.F.D.T.

SUITE AU PROCÈS DES INSOUMIS
REUNION: MERCREDI SOIR 20H30 AV CSOC ^{d.p.8}
57 rue des Hauts PAVÉS

POUR LA POURSUITE DE LA CAMPAGNE ET
LES PERSPECTIVES D'ACTION AVEC LES FUTURS EMPRISONNÉS

CHRONIQUE DU HAUT-BOCAGE

CHOLETAIS - MAUGES - H^e BOCAGE VENDEEN

St Pierre - Montlimart

TOUS AU COTE DES TRAVAILLEURS DE CHEZ GAUDIN !

Chez Gaudin, c'était la 4^e semaine de grève, pour exiger une grille salariale ajustée sur la métallurgie nantaise. Lundi 2 mars, plus de 350 personnes se réunissaient à l'appel de la CFDT, toutes les entreprises de St Pierre étaient représentées : Bourget, fonderies Ragueneau, Brecheret, chaussure Bioteau Cie, Maugelee etc. L'UD CFDT appelle à la solidarité de tous les travailleurs de la région, le soutien est à adresser à l'union des syndicats CFDT de la St Pierre 19383-744 avec la mention "solidarité Gaudin". Mercredi, après une négociation avec la direction l'IMPASSE est totale, cette dernière refuse d'assurer 40 H de travail prétextant la perte de commandes suite à la grève et menace les travailleurs de chômage technique et partiel.

ERNAULT-SOMUA : CHOLET

MENACES DE REDUCTION D'HORAIRE A 32 HEURES

Après le textile et la chaussure, c'est au tour de la métallurgie (machine-outil). Ce sont 860 salariés menacés de chômage partiel. Les horaires sont déjà passés récemment de 42 H 30 à 40 H et aujourd'hui la direction menace de descendre à 32 H. En plus de cela, des compressions de personnel sont prévues : mises systématiques à la pré-retraite, refus d'assurer un réemploi pour les jeunes partant à l'armée.

Les arguments patronaux sont dans tous les secteurs les mêmes : "c'est une crise internationale... et malgré la relance des investissements en février, nous n'avons vendu que le 1/4 de la production". A cela, les syndicats répondent "il s'agit plutôt d'augmenter la rentabilité de l'entreprise en diminuant le nombre de salariés et en augmentant la productivité... Il est tout de même étonnant que la situation annoncée sans inquiétude jusqu'au mois de mai, par la direction générale à nos délégués, et ceci il y a seulement 15 jours, ait évolué à ce point".

CHAUSSURES

L'EXEMPLE DE FOUGERES FAIT PEUR AU PATRONAT ! PRISE DE POSITION ET REACTION DES SYNDICATS.

A NANTES MARDI, la fédération nationale de LA chaussure a reçu les syndicats ouvriers de la région choletaise après une manifestation de 200 patrons qui ont lancé un cri d'alarme sur la situation dans la chaussure (5 000 emplois supprimés si des mesures immédiates ne sont pas prises). Suite à la déclaration de son président J MARY, l'attitude du patronat est claire : ce sont les travailleurs qui doivent payés la crise, au patronat de maintenir son profit !

J. MARY déclare "Nous avons rencontrés des ouvriers très préoccupés par la crise, comme nous le sommes aussi, nous croyons à la chaussure française et dans le secteur choletais en particulier, cependant, il importe que les règles du jeu soient respectées".

Sans commentaires !

LA CFDT répond "les problèmes monétaires n'expliquent pas tout... La politi que à courte vue du patronat oblige aujourd'hui bon nombre d'entreprises à faire un
.../...

11 RUBRIQUE LOCALE

.../...
retour en force vers le cuir... Le gouvernement porte lui aussi sa part de responsabilité, avec le plan de refroidissement de l'économie et la restriction des crédits mis en place pour éliminer les canards boiteux.

LA CGT elle condamne la crise du système, la politique giscardienne et les promesses d'engagement... Il est possible d'appliquer des solutions positives. Pouvoir et patronat le savent, mais n'en veulent pas. En conséquence, elle appelle au rassemblement régional de samedi à Cholet qui doit être le tremplin de luttes encore jamais connues dans toutes les entreprises de la chaussure.

MORTAGNE-S-SÈVRE :

UN COLLEUR D'AFFICHES DU PCF BLESSE PAR UNE AUTO

Deux militants communistes collant des affiches pour les cantonales ont été attaqués par une 403 fonçant sur eux. Les deux occupants descendirent pour les frapper, mais ils ont dû prendre la fuite devant l'arrivée d'une autre voiture. Les deux personnes ont été identifiées et on déclaré : "Ce n'est pas notre faute, la voiture a dérapée sur du gravillon". L'enquête de police suit son cours !

DOSSIER VILLE MOYENNE - CHOLET

MONSIEUR LIGOT N'EST PAS CONTENT !

Après l'intervention massive des comités de chômeurs et des sections syndicales et organisations de gauches dans les 3 débats de quartiers organisés par la municipalité, Ligot, jeune loup député, maire giscardien n'est pas content et se fâche tout rouge. Dans une déclaration, il assure que "la mauvaise foi de certains fausse le débat : Les opposants, ceux par principe qui sont contre toutes les initiatives de la municipalité choletaise, veulent uniquement faire de ce projet un terrain de lutte politiques et partisane. Ils faussent ainsi, en dépit du dialogue, les intentions, les propositions et les chiffres".

LA MJC :

RECLAME UNE COMMISSION MIXTE POUR LE DOSSIER CULTUREL CHOLET VILLE MOYENNE

La MJC prend position, sur l'aspect culturel du dossier. Elle souligne que la population et les associations n'ont pas été concertées lors de l'élaboration. Au sujet du style "On y trouve beaucoup de belles phrases et mots savants ainsi que des analyses très techniques. Ce dossier s'adresse-t-il aux choletais moyens ? Elle s'interroge : A qui profiteront ces aménagements et équipements ? La rentabilité est elle financière, commerciale ou humaine ?

En conséquence, la MJC demande la mise en place d'une commission mixte où seront réunies les associations qui vivent et pratiquent une culture ouverte à tous, pour insérer leurs propositions dans le projet Cholet ville moyenne.

Ouest Information APL reviendra dans un prochain n° sur l'enjeu du dossier ville moyenne à Cholet.

Quelle politique sert-il ?

Un nouveau gadget du giscardien avancé ?

Où un tremplin pour la satisfaction des revendications populaires et ouvrières ?

Nous lançons un appel aux lecteurs pour l'envoi de textes et réactions sur ce dossier.

CHOLETCINQ LICENCIEMENTS AUX CHAUSSURES "LA MORTAGNAISE" ET DEUX CHEZ PIL

Cinq salariés à la "Mortagnaise" au chômage ce qui représente 1/4 de l'effectif. Une nouvelle fois, ce sont les petites entreprises de la mono-industrie (chaussures textile) qui sont frappées en le lieu.

La CFDT déclare "les travailleurs doivent-ils en faire les frais ? et appelle à une riposte d'ensemble de tous les travailleurs pour le droit à l'emploi pour tous".

SAUMURL'USINE CSL DE SAUMUR OCCUPEE DEPUIS OCTOBRE 1975 !

Cette usine qui dépend du trust américain SPRAGUE est vouée à la disparition dans le cadre de la "restructuration de cette multinationale". L'UD CGT s'est rendue jeudi dans l'usine : "rien de concret n'a été proposé lors d'une rencontre avec le préfet, mais encore des promesses, des assurances vagues... Cette situation est significative de la nocivité de la politique du gouvernement giscardien liée au pouvoir des multinationales..."

CHOLET : SAMEDI 6-03 :**RASSEMBLEMENT REGIONAL HACUITEX**

A LA VEILLE DES CANTONNALES, LES TRAVAILLEURS DU CHOLETAIS CONTINUENT LA LUTTE DANS LA RUE !

Malgré le froid glacial, la veille des élections, ce sont plus de 300 travailleurs de toute la région (on notait la présence du Comité chomeur CFDT, des différentes usines de Beaupréau, Villedieu St Pierre Montlimart, Le May/Sevre, Vallet, St Macaire en Mauges, Les Herbiers et de Cholet) qui sont venus au rassemblement de Cholet à l'appel des fédérations habillement, cuir, textile CFDT et CGT. Cette manifestation est la première coordination des luttes pour une riposte d'envergure contre la politique de crise du patronat local qui vace la complicité du gouvernement, menace l'emploi et les conditions de travail de milliers de travailleurs du Choletais.

"Déjà 852 licenciements pour motif économique ont eu lieu auxquels il faut ajouter tous les licenciements individuels et ils ont été nombreux. Les patrons ont profité de la situation économique pour licencier les malades, ceux qui ne font pas le rendement pour des motifs futils ou même sans motif".

Extrait du tract CFDT-HACUITEX distribué à la population)

Malgré les conditions difficiles de cette manifestation (silence total de la presse locale, jour de marché à Cholet, peu de manifestants CGT) par ses mots d'ordre et son caractère déterminé et offensif (blocage pendant 1/4 d'heure du grand carrefour du MAIL menant au marché) les travailleurs ont montré leur volonté de lutter et ont obtenu la sympathie de la population.

Si le mot d'ordre le plus repris fut :

NON AU CHOMAGE DROIT A UN EMPLOI POUR TOUS LA RETRAITE A 60 ANS, de nombreux autres mots d'ordre ont marqué la nécessité pour les travailleurs d'une riposte d'ensemble contre la politique du patronat et du gouvernement.

- NON AU RENDEMENT
- ABAISSEZ LES CADENCES
- LES PATRONS VEULENT LICENCIER, TOUS ENSEMBLE IL FAUT LUTTER
- NON A LA LIQUIDATION
- CE N'EST QU'UN DEBUT CONTINUONS LE COMBAT !
- GISCARD T'EST FOUTU LES TRAVAILLEURS SONT DANS LA RUE !

A noter que l'internationale diffusée par la voiture sono a été massivement reprise lors du blocage du carrefour du Mail et lors de la dislocation du cortège devant la préfecture.

CORRESPONDANCE A.P.L.

L'ACTION CONTINUE

A CHANTELLE

A Lorient, le personnel est toujours en grève totale avec occupation de l'usine.
A Nantes, débrayages journaliers de 3, 4 H et le reste du temps, le rendement tombe à 40 % de l'ordinaire.

Les revendications initiales étaient les suivantes :

- salaires : accord paritaire + 40 cts de l'heure. 13e mois (actuellement prime annuelle environ 400 F)
- temps de travail : 1 journée par an pour maladie d'un enfant, $\frac{1}{2}$ journée de la Mi-carême.

Dans un premier temps, la direction a proposé :

- 5,5 % à valoir sur l'accord paritaire (fixé ensuite à 6 %)
- 180 F d'augmentation de la prime de fin d'année
- 3 H le jour de la mi-carême
- 1 journée par an pour maladie d'un enfant.

Ces propositions ont été repoussées par tout le personnel. Mercredi matin, les filles ont manifesté et distribué des tracts dans les rues de Nantes.

Jeudi, 8 déléguées de Nantes et environ 100 filles de Lorient sont allées demander des comptes à la direction générale à Paris (le voyage des filles à Lorient à d'ailleurs été payé par la municipalité de Lorient). Il paraît que l'ambiance devant la Direction générale était plus que chaude...

Quand, chez Chantelle, on pose la question à un cadre "Pourquoi le patron ne lâche-t-il pas ? Il faudra bien qu'il paye un jour", on obtient la réponse suivante "Bien sûr, il le sait bien, mais il faut que les filles perdent le plus d'argent possible pour qu'elles comprennent qu'une grève coûte plus cher et qu'elles recommencent pas de sitôt".

C'est à reprocher des paroles du patron au début du conflit "Elles peuvent faire 6 semaines de grève, j'ai 6 semaines d'avance sur stock".

Prenez garde, Monsieur le patron, les filles sont encore plus décidées qu'au début et ce n'est pas après 4 semaines de lutte à Lorient et 3 semaines à Nantes qu'elles vont renoncer. Surtout quand elles demandent 40 centimes de l'heure et que dans un geste d'extrême sollicitude, vous leur proposez 2 centimes...

(A suivre)

Correspondance APL

OLYMPIA

Les travailleurs ont repris le travail mardi matin. Les revendications sur les conditions de travail ont abouties d'une manière satisfaisante. Les négociations se poursuivent actuellement sur l'augmentation uniforme de 300 F (proposition patronale : 150 F) et sur les classifications (le personnel déclassé retrouverait sa position antérieure).

SAUNIER-DUVAL

Mercredi matin, 2 000 métallos de la Z I de Carquefou et route de Paris sont venus soutenir les ouvriers de Saunier Duval en conflit depuis 4 semaines.
.../...

Jeudi, l'action s'est poursuivie le matin et l'après-midi avec blocage des portes de l'usine.

A la suite de ces actions, la direction a menacé les travailleurs de lock-out de l'entreprise en prétextant bien-sûr la liberté du travail et la sécurité dans l'entreprise.

Donc affaire à suivre...

Il serqit aussi question d'une manif commune Saunier Duval-Chantelle dans le centre ville, la semaine prochaine...

SIBF - UNIFER REDON

travaille en sous-traitance pour Renault-Citroen-Peugeot et fabrique sièges, garnissages, cabines, tracteurs. 880 ouvriers, un OS tourne autour de 1 550 F par mois, le rendement doit être tenu, sinon une journée en dessous et la prime du mois sautée.

Vendredi, en assemblée générale, les travailleurs décident la grève illimitée avec occupation.

Les revendications : 200 F uniformes pour tous
pas de salaire en dessous de 1 700 F
suppression des 6 jours de carence.

Les ouvriers de Redon vont défilier dans les ateliers de St Nicolas de Redon et entraînent les camarades dans la grève.

Lundi : la grève s'organise,
- les expéditions sont bloquées
- les issues barricadées
- des équipes constituées pour l'occupation.

Des commissions sont prévues pour populariser et organiser l'occupation.

Comment entraîner les 235 sous contrat ?

Les ouvriers sont décidés à aller jusqu'au bout.

S.A.E.G.

Les 400 ouvriers en grève depuis 10 jours ont repris le travail mercredi, un accord ayant été conclu entre direction et délégués syndicaux : augmentation de 6 % plus une indemnité de panier à 11,83 F et une indemnité de mobilité portée de 4 à 7 F.

GIMM: LA CGT ECRIT AU MINISTRE

Lettre à Mr Durafour, ministre du travail, le syndicat CGT de GIMM demande "ce qu'est devenu le plan de restructuration qui en juin 75 était en préparation rapide" pour nous, ajoute la CGT "une usine pilote alimentant tout le groupement ne pouvait réduire son activité des 3/4 sans avoir prévu sa production ailleurs. C'est chose faite. L'atelier de débit fermé à Nantes va s'ouvrir prochainement aux Philippines, peut-être même 2"

La CGT EXIGE LA FIN DU SCANDALE. Les licenciés lutteront jusqu'au bout dans le cadre des subventions que la GIMM doit rembourser.

LA FUSILLADE DE MONTREDON

Montredon le 4 (envoyé spécial), Petit vigneron à Arquette-en-Val dans les Corbières, W M : Boytes est mort, hier après-midi, aux bordures du carrefour de Montredon, à quelques kilomètres de Narbonne, la tête renversée par une balle de fusil mitrailleur tirée par un CRS. Il est mort 24 H exactement après que le gouvernement ait déclenché contre les viticulteurs une opération d'envergure dont il savait qu'elle les acculerait à une violence désespérée. (...)

Les viticulteurs occupent les bords de la chaussée sur plusieurs centaines de mètres. Ils sont approximativement 3 000. Des petits groupes se forment et ces hommes de la vigne échangent pour la plupart des propos sur leur vigne. Certains autres s'occupent à leur guise, qui à installer un barrage de pneus enflammés sur le pont, qui a défoncé la voie de chemin de fer à coups de bull-dozer ou de charges de dynamite, qui encore à couru après un lapin, qui, attrappé sera aussitôt relâché.

Quelques fusils de chasse, quelques carabines sont visibles dans cette foule, mais il y en a relativement peu : la plupart des armes sont restées dans les coffres. L'ambiance est joyeuse, décontractée, gentiment anarchique.

SOUDAIN UN CRI: " LES VOILA! " ..

de l'autre côté de la voie de chemin de fer la troupe des CRS dont les casques étincellent au soleil, s'avance. Ils sont environ trois ou quatre cents. Après un moment de désordre la foule se masse sur le pont face aux CRS qui restent pourtant à prudente distance. La plupart des viticulteurs ont des pierres dans les mains ou des bâtons. Le corps à corps promet d'être rude, mais ils en ont vu d'autres. Immédiatement les CRS ouvrent le feu avec des grenades offensives (ils utiliseront très peu de grenades lacrymogènes). Ils sont regroupés à proximité de leurs camions et n'avancent pas. Les grenades pleuvent toujours. De la masse des viticulteurs un homme se détache : il épaule et deux coups de feu claquent. Petit à petit des viticulteurs se glissent dans un champ afin de se rapprocher des CRS tout en restant séparés d'eux par le fossé de la voie ferrée. Les CRS leur font face à 200 m environ. D'autres coups de feu claquent du côté des viticulteurs. Détonations sourdes de fusils de chasse, claquement aigu des carabines. Les CRS essaient de s'abriter derrière leurs camions. Plusieurs tombent et ils doivent être portés à l'abri par les autres. Admirable de courage un viticulteur, ajustant soigneusement ses coups sans s'inquiéter de la terre qui éclate en gerbes à ses pieds, les CRS commencent alors à tirer, mais un moment, ils semblent vouloir se replier. Soulagement chez les viticulteurs : avec des cris joyeux, ils s'élancent en direction des CRS qui croient-ils sont en train de décamper. Très peu de viticulteurs sont armés. Mais à peine sont-ils parvenus au milieu du champ qui les sépare des CRS qu'un bruit nouveau se fait entendre. Un crépitement léger tandis que des sifflements rapides traversent l'air.

UN MORT

Les viticulteurs regagnent à toute allure l'abri du talus, de se jeter par terre. Longtemps après que les viticulteurs aient cessé de tirer, les CRS continueront à les tenir sous un feu nourri. Ces balles atteindront même le gros de la foule massée au corps à corps et dont n'est pourtant venu aucun coup de feu. La fusillade s'arrête. Au bout d'un quart d'heure, à peu près désarmés, de nombreux viticulteurs tiennent encore dans leurs mains de dérisoires cailloux. Chacun essaie de reprendre ses esprits quand la nouvelle tombe : il y a un mort, un vigneron est

.../...

.../...

est mort. Il est là, allongé un peu à l'écart sous un panneau de signalisation, une bulle de cervelle marque le milieu de son front.

M. Boytes n'était pas en première ligne : c'était pourtant un fidèle des manifestations viticoles, mais il s'était ce jour-là tenu un peu à l'écart tenant à être présent malgré tout. Dans le camp des CRS, un des blessés devait décéder, le commandant de la compagnie, M. Legof. Un mort de chaque côté, mais la balance n'est pas égale. M. Boytes est mort parce qu'il voulait vivre, Legof parce que son métier était de tuer. Et parce qu'il obéissait à un gouvernement qui se souciait peu de quelques morts en plus pourvu que cela serve sa politique.

Gérard DUPUY

Extrait de LIBE du 5 mars 1976

COMMUNIQUÉ DU 5 MARS 1976 PAYSANS-TRAVAILLEURS 85-49-44

"Un mort, plusieurs blessés graves, chez les vigneron du midi"...Non ce n'est pas en 1907... C'est le 4 mars 1976!...

La répression, jusqu'à la mort, c'est la seule réponse que le pouvoir connaît, face aux revendications des travailleurs... En 15 jours le milieu paysan vient de connaître deux morts (un à Epinal, le 17 février, et un viticulteur à Montredon dans le midi), et plusieurs blessés graves...Les paysans s'indignent, sans s'étonner, de l'attitude criminelle du pouvoir. Ils se solidarisent avec le mouvement des viticulteurs qui exploités par les trusts vinicoles, expriment un sentiment de désarroi, et non un climat d'irresponsabilité comme voudraient nous le faire croire nos gouvernants... Le pouvoir savait très bien que cette situation devait aboutir là...

Ces viticulteurs se battent pour une juste rémunération de leur travail, pour le droit au travail...Ces revendications essentielles sont communes à un grand nombre de paysans. Et c'est pour cela que nous nous solidarisons avec les viticulteurs. Leur lutte est justifiée; nous l'appuyons. C'est une question de vie ou de mort pour ces viticulteurs et pour toute une région.

Face à cette situation de plus en plus grave, que connaissent un grand nombre de paysans et plus particulièrement les viticulteurs, nous dénonçons les organisations syndicales de droite (F.N.S.E.A., C.N.J.A...) qui privilégient, soit disant pour défendre les paysans, des rapports étroits avec nos gouvernants qui manient la répression, même meurtrière, aussi aisément que les promesses...

NOUS EXIGEONS LA SATISFACTION IMMEDIATE DES REVENDICATIONS
DES VITICULTEURS

LA LIBERATION DES PAYSANS EMPRISONNES

L'ARRET DE TOUTES POURSUITES ET LE RETRAIT

IMMEDIAT DES FORCES DE L'ORDRE.

Les Paysans-Travailleurs de 85, 49, 44, sitôt les évènements connus ont envoyé un télégramme de solidarité au C.A.V. (Comité d'Action Viticole) et au M.I.C.O.V. (Mouvement d'Intervention Viticole Occitan)

LA CHAPELLE BASSE-MER: VENDREDI ET SAMEDI POURSUITE DE L'OPERATION "LES LEGUMES SONT CHERS"

... par la récolte collective de radis. Environ 70 ou 80 personnes, en grande majorité des consommateurs des Associations Syndicales de quartiers de Nantes, aidés par quelques maraichers, ont participé au travail.

Nantes, samedi (à Bellevue et à Sainte-Luce), et dimanche (au Sillon de Bretagne) les radis, ainsi récoltés sont vendus à la population (1000 à 3000 bottes au total). Autour des piles de cageots, des panneaux explicatifs avec des courbes de prix, etc... Les centres commerciaux concernés, se sentent peut-être visés, descendent en toute hâte les prix de leurs radis: de 1,85 et 1,20 à 0,90 et 0,85cts !!

.../...

17) LUTTES PAYSANNES

.../...

Cette action marque un nouveau développement des actions communes producteurs-consommateurs. Elles avaient été préparées par une réunion à la Chapelle Basse-Mer, où une trentaine de maraichers et 17 consommateurs avaient échangé leur point de vue sur le problème des prix, de la marge des différents intermédiaires et de la qualité des produits.

La perspective n'est pas le développement de circuits courts, l'expérience des coopératives, en particulier, ayant marqué la région: on ne souhaite pas gérer le capitalisme. Il s'agit plutôt d'approfondir les relations travailleurs des villes-travailleurs des campagnes, en s'unissant contre les exploiters. Parmi ceux-ci, l'Etat lui-même, (la TVA, etc...) mais aussi les 5 ou 6 niveaux d'intermédiaires: pensons à certains grossistes du MIN qui, achètent et revendent d'un simple coup de téléphone, accumulent de véritables fortunes. Ce sont probablement ces gens-là qui, dans un comiqué sans grand espoir de semer la confusion. Attendons la suite.

CORRESPONDANCE APL

UFAC : GAIN DE CAUSE POUR LES ELEVEURS

Landémont, vendredi, 19 heures: banderoles sous les bras, les agriculteurs rejoignent le centre du bourg. Le soir tombe, la journée a été rude, mais payante: après 6 heures de manifestation devant et dans son usine, puis à l'intérieur des bureaux, PEIGNE vient de lâcher le morceau. 30 millions d'anciens francs, pour indemniser à 80% les éleveurs qu'UFAC refusait de satisfaire.

"QU'EST-CE QU'UN CLIENT?"

Le client est la personne la plus importante de cette maison, qu'il se manifeste en personne, par écrit, ou par téléphone. Le client ne dépend pas de nous, c'est nous qui dépendons de lui. Un client n'est pas un gêneur, il n'interrompt pas notre travail, il en est le but. Nous ne lui faisons pas une faveur en le servant, mais il nous en fait une en nous donnant l'occasion d'agir ainsi. Un client n'est pas quelqu'un qu'il faut vaincre ou combattre. Personne n'a jamais eu raison d'un client. Un client est un personnage qui nous apporte ses désirs. C'est notre métier de les réaliser le plus heureusement pour lui et pour nous-mêmes. Voilà, ce qu'est un client dans notre profession et toutes les autres. Pour vous procurer cette affiche, adressez-vous à la Chambre de Commerce de Bruxelles."

Saisie dans les bureaux de PEIGNE, exposée sur une voiture, et lue à la sono, par un manifestant sous les fenêtres où se déroule une âpre négociation, cette pancarte démagogique a de quoi susciter les rires des éleveurs et leur colère.

32% DE MORTALITE:

6500 veaux, 19 éleveurs sou-contrat, 32% de mortalité. UPAC-LACTIO, firme dont PEIGNE est l'un des principaux concessionnaires, truque sur la farine, "neutralise" le lait avec... de la soude caustique (ulcères de la caillette, péritrites, diarrhées) ruine les éleveurs de veaux sous-contrat, et passe à la caisse. C'est du moins ce qui se passait avant que deux éleveurs se contactent, puis d'autres... Ecoutez celui-ci, "meilleur éleveur de sa région", "chaque semaine UFAC faisait visiter mon exploitation modèle"... et 20% de mortalité des veaux en six semaines. "-J'ai été contraint de changer de maison d'aliments. Ça a marché, je n'ai plus eu d'ennuis."- Oui, mais il y avait 14 millions de dettes à payer, l'huissier, des saisies, un dépôt de bilan... Il reprend avec LACTIO un an plus tard, et rebelote: 28% de mortalité sur les veaux! C'est sans doute ce qu'UFAC appelle "" les risques économiques et techniques des veaux de boucherie: "-Si PEIGNE lui-même attrapait la colique avec des aliments avariés, est-ce qu'il n'irait pas s'en prendre à l'épicier??" Le micro passe et repasse de mains en mains, et chaque éleveur, dans un style direct et dépourvu de tout effet oratoire s'exprime: "-On n'a pas à faire à des militants chevronnés, mais à des travailleurs, radicalisés par une situation."- "- Mon ami était intimidé, il n'a pas osé vous le dire, mais moi, je n'ai pas peur: des gens ne sont pas là aujourd'hui, un éleveur est sur son lit, paralysé, à Saint-Malo, deux femmes sont en dépression, un autre à l'hôpital..."

.../...

.../...

... voilà où mène l'attitude d'UFAC, qui ne veut pas reconnaître ses responsabilités. ... mon viosin de Saint- Malo, qui a craqué, sur 70 veaux, 14 ont cevé en 4 jours.... d'ailleurs, c'est bien simple, là-bas, l'huissier n'osant plus venir lui-même pour toucher ses créances envoyait un gendarme à sa place... le gendarme était tellement bien reçu... aujourd'hui il ne veut plus, il vend du vin à Vallet, il est plus tranquille...

UN ACCORD QUI FERA DATE:

L a manifestation, commencée par l'exposé des cas concrets, par les éleveurs eux-mêmes, s'esr durcie tout au long de l'après-midi: meeting devant les bureaux, envoi d'une délégation, puis les manifestants pénètrent dans la cour, écartent les gendarmes, dont l'un cherchait à prendre des photos, prennent contact avec les ouvriers. Puis les bureaux sont envahis, des boites d'aliments pour bétail sont ouverts et répandues. -" N'y touchez-pas, surtout, c'est toxique". Et finalement, PEIGNE cède; un huissier entérine l'accord. Un accord dont les 11 autres éleveurs exploités par UFAC (concessinaire Lefeuvre, à Caen), vont sans doute, à leur tour, s'inspirer.

UFAC, société multinationale, bien implantée dans certains pays en voie de développement, où la main-d'oeuvre n'est pas payée cher, symbolise une nouvelle forme d'exploitation du travail ouvrier et paysan. La réelle victoire obtenue, à Landémont par 150 paysans (Paysans-Travailleurs de l'Ouest, Comité de Défense des Eleveurs FDSEA 44) fera date: plus encore que celle qui se prépare, peut-être, contre VERRIER, exploitateur "PME" dans la même branche, surlequel les éleveurs concernés ont désormais droit de saisie.

Des bandes magnétiques ont été saisies par les paysans dans les bureaux de PEIGNE. Sur l'une, l'enregistrement complet, de très bonne qualité, de toutes les interrogations et dicussions devant l'usine. Sur l'autre, la conférence de presse de Giscard d'Estaing lors des présidentielles...

LES ELEVEURS DE L'OUEST SOUTIENNENT LES VITICULTEURS !!!

Le communiqué suivant a été lu dans la cour de l'usine de Landémont. (un télégramme a été envoyé dans l'Aude). (Voir p. 16)

CORRESPONDANCE APL.

CIVELLES

Après une semaine de conflit, une rencontre entre les mareyeurs et les pêcheurs a permis un accord sur le prix de vente des civelles aux mareyeurs à 22 frs. le kilo, les pêcheurs de civelles de la région de st. Nazaire sont donc repartis à la pêche.

LIEUX NOIRS

Cette semaine il y a eu une vente sauvage par les marins pêcheurs de Lorient, à Nantes sur 9 points de vente dans le centre et les cités dortoirs de 3000 Kg. de lieux noirs à 5f. le Kilo.

Le marin pêcheur à qui le poisson est acheté 1,24 f./kg. s'y est bien retrouvé ainsi que les consommateurs. "Nous reviendrons mais il nous faudra l'accord du syndicat poissonnier".

NIORT: LES LABOURS DE LA COLÈRE

Un propriétaire, comptable à Poitiers, ne voulait ni vendre ni louer ses 7 hect. de terre qui restaient donc inculte au milieu de la plaine entre Aiffres et Vouillé.

Les agriculteurs ont alors décidé d'agir, et ont labouré les 7 hectares et semé de l'orge. La récolte sera destinée à des oeuvres humanitaires.

19

Cette semaine, il est probable qu'il y ait matraquage de publicité à la télévision entre autres, pour vous faire croire que la seule solution pour améliorer les conditions de vie des handicapés, c'est l'argent que vous allez donner à la quête, dimanche prochain.

En effet, le 14 mars, comme tous les ans à cette époque, c'est la JOURNÉE NATIONALE DES PARALYSES ET INFIRMES CIVILS.. Les associations qui ont pour but de leur venir en aide vont avoir le droit, pendant 24 heures, sur la voie publique, de solliciter votre générosité, votre aide, votre bon-coeur, votre solidarité... Elles pourraient appeler cela plus justement : votre complaisance, votre compassion, votre condescendance, votre pitié... mais ce serait moins flatteur, et risquerait de moins attirer le "bienfaiteur" éventuel.

On jouera habilement aussi sur ce petit sentiment de culpabilité que l'on ressent quand on s'aperçoit que l'on ne fait rien pour ces "pauvres paralysés nécessiteux" !..

Pour peu que ce soit un bon handicapé bien mal foutu, qui tend le tronc, le tableau est complet, la partie est gagnée, il ne vous reste plus qu'à ouvrir votre porte-monnaie, avec ce plaisir jouissif de l'homme qui fait quelque chose pour les "plus démunis" que lui, une petite larme de générosité coule sur sa joue, ce que c'est bon de faire du bien aux autres...snif...

SI VOUS FAITES CE GESTE, vous cautionnez un système qui décharge en très grande partie l'Etat de ses responsabilités face au problème des handicapés.

Tant que ces associations continueront à faire ce travail à la place du Gouvernement, avec de l'argent quémandé à ceux qui n'en n'ont pas forcément le plus, le problème économique et social du handicapé ne sera pas résolu correctement.

SI VOUS FAITES CE GESTE, vous continuerez à véhiculer cette notion intolérable d'assistance : **LE HANDICAPÉ A DROIT A LA VIE, IL N'A PAS A LA QUÊTE !...**

NON À LA QUÊTE !..



Le Gouvernement se frotte les mains de cet état de fait, il a intérêt que ces associations vivent, car enfin, si tout à coup ces associations cessaient de construire des établissements spécialisés (écoles, centres d'apprentissage, etc...) il faudrait bien que l'Etat prenne les choses en main. Ne serait-ce que pour la "bonne réputation du pays", vous vous rendez compte, ça ferait moche de laisser crever plein de handicapés dans leurs hospices, faute de soins, suite à une grève illimitée des associations.

Il faut que ces associations cessent d'agrandir leur cheptel d'établissements spécialisés. C'est une politique de plus grande envergure qu'il faut avoir.

Contrairement à ce que quelques uns croient, il n'y a pas de miracles, il faut du fric, c'est vrai. Mais c'est une question d'équilibre du budget. Ça n'est pas à ceux qui ont le plus de "bon-coeur" à payer, mais à ceux qui ont le plus de fric.

L'année dernière, je me promenais en ville, la veille du "grand jour". A trois reprises, on a voulu me coller une pièce dans la main.

Ne soyez pas ces machines à donner du fric qui se mettent en marche quand on touche l'une de leur corde sensible, à coups de spots publicitaires.

NE VOUS LAISSEZ PAS AVOIR PAR LA SENSIBLERIE !...

REFUSEZ DE DONNER ET DITES POURQUOI AUX QUÊTEURS !...

UN HANDICA.P.L.



CINEMA: RÉTROSPECTIVE "TAVIANI"

Durant la semaine du 10 au 16 mars, le cinéma le Katorza III organise en relation avec l'ANRC une retrospective des films des frères TAVIANI. L'un des réalisateurs sera présent le premier soir et animera un débat.

Mercredi 10 à 20 H 30	Allonsanfan	- suivi d'un débat
Jeudi 11 à "	"	- 22 H 30 : Sous le signe du Scorpion
Vendredi 12 à "	"	- " : Les subversifs
Samedi 13 à "	"	- " : St Michel avait un coq
Dimanche 14 à "	"	- " : Sous le signe du Scorpion
Lundi 15 à "	"	- " ; Les subversifs
Mardi 16 à "	"	- " : St Michel avait un coq

Prix des places : 1e séance : prix normal, réduction étudiant et membre de la cinémathèque

2e séance : 6,00 F

oooooooooooooooooooo

- "Allonsanfan" : vers 1815, la contre révolution bat son plein en Italie. Un intellectuel révolutionnaire abandonne le combat et regagne la classe bourgeoise.
- "Les subversifs" : des intellectuels communistes à la mort de Togliatti en 1964.
- "Sous le signe du scorpion" : à une époque et dans une région indéterminées, deux communautés habitant une île s'affrontent pour prendre le pouvoir et gagner le continent.
- "St Michel avait un coq" : dans les années 1880 en Italie, un intellectuel anarchiste populiste tente en vain de soulever la paysannerie. Arrêté, il est incarcéré pendant 20 ans. A sa libération, il se trouve confronté à de jeunes militants communistes qu'il ne comprend pas. Autant par foi que par désespoir, il choisit le suicide.

CORR. A.P.L.

CINEMA: PONTCHATEAU

La Maison de Jeunes de Pont Château fait de réels efforts pour promouvoir un cinéma vraiment culturel. Qu'on en juge par son programme : après

"l'école buissonnière"				suivie d'un débat sur l'Enseignement
"Alphaville"	"	"	"	la Société future
"Los Olivados"	"	"	"	la Délinquance
"Les Camarades "	"	"	"	le Syndicalisme
"Avoir 20 dans les Années	"	"	"	la Guerre et l'Armée,

Elle nous propose :

le 20 mars :	"Gardarem Lo Larzac"	"débat : les problèmes ruraux
le 3 avril :	"La chair à canon"	" l'Armée
le 17 avril :	"La guerre est finie	" l'Espagne
le 15 mai :	"Adieu Philippines"	" l'Amour

Une initiative à encourager. Une bonne adresse : Maison de Jeunes Bd de Quéral
44160 Pont-Château

Correspondance APL

Pour être l'instrument efficace de la politique unitaire votée par la LCR lors de son dernier congrès, "ROUGE" va devenir quotidien... Nous en ressentions le besoin depuis longtemps : notre hebdomadaire actuel ne pouvait refléter correctement l'actualité, l'ensemble des luttes en cours, toutes les formes de refus du système capitaliste qui prolifèrent aujourd'hui. Forcé de choisir, l'hebdomadaire présentait presque uniquement des "analyses" (parfois indigestes !), ne pouvait saisir toute la richesse des phénomènes sociaux (le "vécu" !). Ce sera possible avec "ROUGE" quotidien... pas immédiatement : il faudra apprendre à le faire ! Dès le 15 mars, nous nous y emploierons avec l'aide de tous ceux-même en désaccord avec tel ou tel niveau de notre pratique actuelle- qui penseraient qu'une telle initiative peut contribuer à transformer l'extrême-gauche, à lui permettre d'entretenir mille liens avec la couche -de plus en plus nombreuse- des travailleurs prêts à s'engager dans le combat révolutionnaire. Nous pensons que bien des camarades -organisés ou non- tiendront ce pari avec nous ; car ce quotidien ne sera pas le journal d'une secte rabâchant les dogmes de la doctrine : il veut être un instrument vivant proposant chaque jour les informations et analyses dont les travailleurs pourront se servir pour prendre en main leurs propres luttes, sans intermédiaire. Il offrira ses colonnes à toutes les structures de luttes, sections syndicales ou comités représentatifs. Ouvert aux autres organisations révolutionnaires, il laissera des "zones libres" (une demie page pour chaque organisation tous les 15 jours) dont la responsabilité leur incombera entièrement... (il ne s'agit pas de ces tribunes "libres" sur thème imposé qui servent souvent de faire-valoir à ses propres analyses...)

Les débats prioritaires pour le développement d'une alternative révolutionnaire pourront être ainsi portés quotidiennement devant tous... mais pas seulement les "débats prioritaires" : la rubrique "vie quotidienne" par exemple s'efforcera de rendre compte de tous les aspects de la critique de l'idéologie dominante, la rubrique "culturelle" voudra rompre avec "l'élitisme" de la plupart des critiques de film, musique, roman (y compris celles de notre ancien hebdomadaire...) et engager un débat permanent sur l'"Art" et le système capitaliste... etc

Nous nous préparons à cette "épreuve" depuis des mois (sur tous les plans : politique, technique, financier (1) et il faudra encore des mois de pratique pour arriver à un bon résultat ! Mais, dès le 15 MARS, EN ACHETANT "ROUGE" DANS LES KIOSQUES (2) VOUS POURREZ VOUS FAIRE UNE PREMIERE OPINION !...

- (1) La souscription ouverte depuis 6 mois a permis d'obtenir 221 millions (anciens...) C'est un résultat encore insuffisant : il ne s'agit pas seulement de sortir le 15 mars, il faut "tenir" sans rentrée d'argent de la part des NMPP avant trois mois. C'est pourquoi la souscription doit continuer : on peut envoyer des chèques à l'ordre de Mlle P. Chenot, 10 impasse Guéménée, PARIS IVE.
- (2) Si "ROUGE" n'est pas diffusé -ou pas assez- dans le kiosque que vous fréquentez, écrivez-le à l'APL -qui transmettra- en indiquant le nom du kiosque, son adresse et le nombre d'exemplaires souhaité. Le choix des kiosques, en particulier à la campagne, est important pour éviter de multiplier les invendus.

I^{er} MAI ... FÊTE DU TRAVAIL SUR LES BORDS DE L'ERDRE !

Lors de sa dernière réunion, le Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre a pris la décision d'organiser une grande fête populaire le samedi 1er mai 1976.

Le matin il sera proposé aux participants de découvrir les rives de l'Erdre sous forme d'un rallye (auto, vélo, à pied, canoë) pourquoi pas à cheval ou à la nage si le coeur vous en dit ?

Le pique-nique du midi aura lieu en plusieurs endroits (Carquefou, La Chapelle, Sucé...) sur les rives de l'Erdre.

Après le repas, chaque groupe de "pique-niqueurs" marcherait vers le point central de la fête.

A partir de 17 H : jusqu'à l'aube du jour suivant nous fêterons la "libération de l'Erdre" avec la participation de chanteurs, de musiciens, d'acteurs... et de tout le monde !

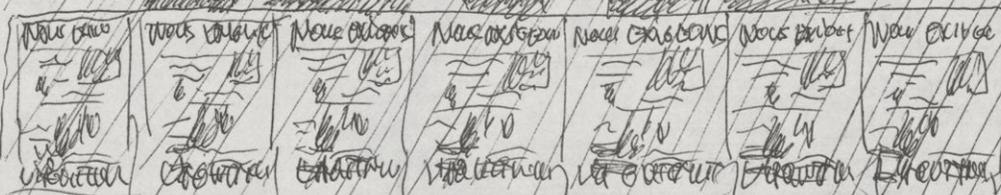
A ce propos nous signalons que nous faisons appel à tous ceux qui pourraient mettre leurs talents de musiciens, de chanteur, d'acteur, etc... pour qu'ils contactent au plus tôt le C.A.B.E. (voir dans les bonnes adresses, dernière page).

Le C.A.B.E. Corr. A.P.L.

L'avantage des meetings, c'est que quand on n'a pas envie d'écouter on peut discuter avec les copains qui on n'a pas vu depuis longtemps.



COMITE DE SOUTIEN AUX 2 INCULPÉS
ACQUITEMENT de nos camarades!!
TOUS A LA MANIFESTATION du 10 MARS

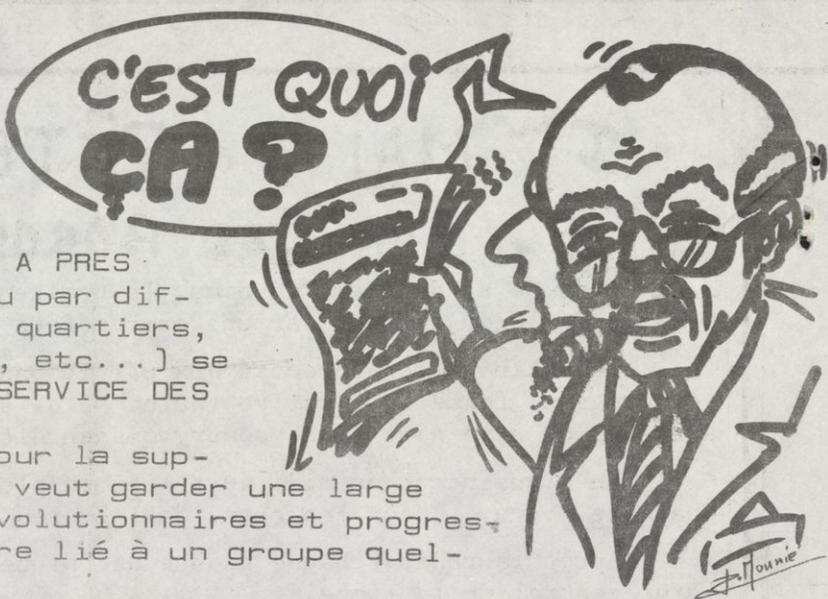


QUEST ^{apl} information

UN BULLETIN HEBDOMADAIRE DIFFUSÉ A PRES DE 800 EXEMPLAIRES, lu et soutenu par différents groupes [écoles, usines, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...] se veut : "POUR UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES !"

L'APL, résolument engagé pour la suppression du système capitaliste, veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes, et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR à 20 h 30 au 12 bis, rue de l'Industrie [derrière la Librairie 71].



Librairie 71 : 29 rue Jean-Jaurès, Tél.73.82.48.

Librairie Euzen : rue Jean-Jaurès.

Librairie J.Vernes [près pl. du Commerce].

Café Surcouf : Morrhonnière.

Café La Noé : Jonelière.

R.U. Le Tertre : mardi midi.

Rue de Strasbourg : face à la Préfecture.

Bellevue : Grande Place [Self-Information].

POINTS DE
VENTE

ABONNEMENTS

Un trimestre 12 N° = 15f. soutien 20f.

Un semestre 24 N° = 30f. soutien 40f.

Une année 48 N° = 55f. soutien 70f.

Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la Librairie "71".

NOS BONNES ADRESSES !..

- **CSOC** [Comité de Soutien aux Objecteurs de Conscience] et **GIT** [Groupe Insoumission Totale] tous les jeudi de 20h à 22h, 57 rue des Hauts-Pavés. - **FEMMES TRAVAILLEUSES EN LUTTE**, tous les mercredi 20h, Sillon de Bretagne. - **CNT-AIT** [Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs], 43 rue Felix Faure, Rezé, Permanences tous les samedi de 15h à 18h. - **APF** [Association Populaire Familiale], 2 rue Lamoricière. - **GASPROM**, 1 rue Léon Say, 74.65.59. Permanence vendredi 19-21h. - **CENTRE NANTES TIERS MONDE**, 9 rue des Hauts-Pavés, dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel. - **CABE** [Comité d'Accès aux Bords de l'Erdre], Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle sur Erdre, dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'Erdre. Sur la manif de 70, un

film de 20mn. Une Brochure de 120 p. sur les luttes menées depuis 6 ans.

- **GSED-MFA**, 2ème dimanche du mois à 10h. Café Modérno, quai Marcel Bois-sard, Trentemoult, Tél.75.53.83. -

CRIN, mercredi et vendredi, permanence de 17h à 19h rue de la Haute-Forêt [derrère le Restau-U. - **CAP** [Action Prisonniers], M.Gerin, La Mocquelière 44800 St-Herblain. -